

LE MEDEF & LES ENTREPRISES ACTEURS DU TERRITOIRE



Patrick MARTIN

Président du Mouvement des entreprises de France

Brisons une idée que les récents débats ont tenté de réactiver. Celle selon laquelle il y aurait d'un côté l'intérêt de la collectivité et de l'autre des intérêts privés. C'est faux.

Le destin des entreprises de France et celui du pays sont indissociables.

Aucune entreprise ne s'est jamais développée dans un pays à l'instabilité chronique, où les enjeux économiques sont relayés à un rang secondaire. Et aucun pays n'a jamais pu prospérer et s'unir autour d'enjeux positifs sans pouvoir compter sur des entreprises en mesure d'investir, d'innover, de recruter, de former, de s'engager pour la jeunesse de générer une croissance responsable qui nous permettra d'affronter les transitions à venir, qu'elles soient climatiques, technologiques, ou démographiques.

La mission du MEDEF, première organisation patronale de France, est justement de permettre à ses 240.000 entreprises adhérentes – essentiellement des TPE, PME et ETI – de contribuer toujours plus à la prospérité, économique comme sociale, du pays. D'accroître le dynamisme et l'attractivité des territoires qui le composent, condition de leur cohésion. D'affirmer la France au sein de l'Europe comme une référence.

Pour ce faire, elles ont besoin qu'on leur garantisse les conditions de leur action. Dans cette mission, les maires – qui comme les entreprises, par leur pouvoir de faire, recueillent la confiance de nos concitoyens – ont un rôle clef à jouer.

C'est en effet à l'échelon municipal que se joue l'arbitrage de nombreux enjeux stratégiques pour le quotidien de nos entreprises, l'attractivité des territoires, le quotidien de nos salariés.

Fiscalité locale, politique d'urbanisme, mobilité, logement, sécurité du quotidien, commande publique sont autant de leviers à la main des maires qui ont une incidence décisive sur la compétitivité, la conduite de nouveaux projets, tout comme l'attractivité et la fidélisation des salariés dans leur commune. Notre territoire compte nombre de réussites locales spectaculaires, notamment de réindustrialisation : ces réussites sont le fruit d'une compréhension des logiques économiques et d'une intelligence collective, associant l'entreprise. Mais notre territoire compte aussi des échecs cuisants, pour des raisons exactement inverses : c'est la population qui en supporte les graves conséquences.

Les prochaines élections municipales constituent une occasion de remettre ces enjeux au centre des débats. Le MEDEF retient 3 priorités qui doivent occuper une place centrale au sein des programmes :

La fiscalité locale : reconstruire un cadre lisible, incitatif et responsable ;

Le logement et les mobilités : produire, desservir, organiser ;

La sécurité et l'attractivité : garantir une qualité de vie et encourager les investissements.

Parce que nous sommes en prise directe avec les réalités économiques, grâce au maillage sans pareil que nous garantissent nos 119 MEDEF territoriaux et régionaux, nous avons toute légitimité à faire profiter de cette connexion tous les candidats, les élus, dont les maires. Les sensibiliser dans le respect républicain aux attentes des entreprises.

Encore une fois, nous poursuivons le même objectif : une prospérité partagée que seule la croissance responsable des entreprises peut garantir.

Dans la période de grande instabilité politique et économique que nous traversons – et qui grève chaque jour un peu plus la contribution des entreprises à la réussite de la France – nous avons une immense responsabilité à assumer : réintroduire de la rationalité dans des débats qui, à tort, en font l'économie, et nous projeter ensemble vers un avenir de réussite collective.

C'est la mission du MEDEF d'affirmation.

Montrons-nous plus que jamais à la hauteur du moment.

En avant 2026 !